

Publié le 9 février 2018

## **Madame Ayada contre le «roman de l'islam»**

***Censé transmettre aux élèves des connaissances factuelles appuyées sur une pratique du questionnement critique des sources, l'enseignement de l'islam dans les programmes d'Histoire déroge aux exigences de cette discipline. Ce constat fait par la Présidente du Conseil supérieur des programmes, un ancien enseignant de ZEP le confirme.***

C'est Souad Ayada, inspectrice générale de philosophie et Présidente du Conseil supérieur des programmes, qui le dit : les manuels scolaires «sacralisent l'islam». «C'est un enseignement qui ne respecte pas les règles de l'histoire critique, les règles de contextualisation, c'est un enseignement dogmatique, a-t-elle dénoncé. On présente le prophète de l'islam sans mettre en perspective le contexte socio-culturel auquel il appartient» (*La Croix*). Et la philosophe d'ajouter : «On peut lire des choses très étonnantes sur les "piliers de l'islam" par exemple. Ce n'est pas dans le rôle d'un professeur d'histoire de parler ainsi du fait religieux.»

### **Quelle est la portée exacte de cette prise de position ?**

Il est difficile de déterminer la portée exacte de cette prise de position. Faut-il lui accorder un sens restrictif, qui ne concernerait que les origines de l'islam et la personne de Mahomet ? On sait historiquement très peu de choses sur la question, qui est beaucoup moins connue que les origines du christianisme, attestées par le Nouveau Testament et divers auteurs latins (Tacite, Suétone, Flavius Josèphe). Et l'on en reste très largement à la tradition musulmane, traitée comme une source historique. Notons au passage qu'il en est exactement de même pour l'histoire du judaïsme, pour laquelle les manuels (donc le programme) évoquent le sacrifice d'Abraham ou le passage de la Mer Rouge comme des faits avérés, ce qui ne choque pas le croyant que je suis, mais bon...

Même si c'est ce qu'il fallait comprendre, le professeur Louis Chagnon a dû être content de l'entendre ! Cet enseignant d'Histoire a en effet connu les pires déboires judiciaires après avoir été, en 2003, accusé par un «collectif de parents d'élèves de Courbevoie», puis par le MRAP et la Ligue des droits de l'Homme, d'avoir incité à la haine de l'islam en traitant devant ses élèves son fondateur de «voleur» (il faisait alors référence au pillage des caravanes de La Mecque) et d'«assassin» (car il avait fait égorger entre 600 et 900 juifs en une journée). Sanctions disciplinaires. Plainte et campagne de presse. Au procès, le médiéviste Jean Flori, interrogé en tant que témoin, avait insisté sur la nécessité pour l'historien d'avoir un regard critique envers les religions. D'ailleurs, avait-t-il précisé, les chroniqueurs musulmans des débuts de l'islam n'hésitaient pas à parler des butins récoltés par les armées de Mahomet. Pire, l'un d'eux, Al Tabari, explique très bien comment Mahomet a autorisé deux de ses disciples à tuer un poète qui s'était moqué de lui. Enfin, il a déploré que l'énoncé de la Shoah soit parfois impossible en classe actuellement. Louis Chagnon a finalement été lavé de toute accusation, mais il retire de sa

douloureuse expérience la conclusion suivante : «Maintenant, la question reste toujours posée aux professeurs d'histoire : est-il possible de transmettre la vérité historique sur le monde musulman aujourd'hui en France ?»

## Comment l'histoire de l'islam est-elle enseignée en France ?

Peut-être aussi – et ce serait louable – Madame

Ayada a-t-elle voulu viser, plus largement, la manière dont l'histoire de l'islam est enseignée en France. Il y a de fait beaucoup à dire, tant les manuels scolaires, sans doute fidèles aux programmes et aux instructions, donnent de cette religion une vision extrêmement édulcorée, jamais négative, mais si possible positive. Le jihâd qui, en un siècle, a permis la conquête violente d'une

grande partie du bassin méditerranéen, romain et chrétien, est généralement présenté sous le titre de «l'expansion musulmane», assorti d'une simple carte... Une promenade militaire, en somme... Les horreurs de la guerre ne ressurgissent qu'au moment des Croisades, et exclusivement à propos de la prise de Jérusalem par les chrétiens, ou encore du sac de Constantinople en 1204. Le statut d'infériorité des «infidèles» en terre d'islam devient la «tolérance» des musulmans envers les autres religions, à condition que les adeptes payent un impôt (on ne dit pas si son montant est élevé, et rien des mesures d'humiliation que comporte le statut de dhimmi). On encense Al Andalus comme le paradigme du «vivre ensemble», alors même qu'un spécialiste aussi islamophile que l'universitaire Pierre Guichard admet que c'est un «mythe». Le chapitre est toujours illustré du dessin d'un musulman et d'un chrétien jouant ensemble de la musique, qui ne peut pas provenir d'Andalousie, puisque le second porte l'épée, ce qui lui aurait été interdit. On insiste lourdement sur l'avance de la civilisation musulmane sur la civilisation occidentale, sans dire ce que cette «avance» doit à la conquête de l'Empire Byzantin et au rôle des arabes chrétiens...

Bref, tout cela est cousu de fil blanc. Je renvoie pour (beaucoup) plus de détails au long entretien donné au [Figarovox](#) (23 septembre 2016) par ma collègue Barbara Lefebvre, ancienne chargée de mission au Haut Conseil à l'intégration et membre de la mission laïcité dudit Conseil. Après avoir décrypté les principaux manuels scolaires d'histoire, elle n'hésite pas à affirmer que l'Éducation Nationale porte «un regard apologétique» sur la civilisation arabo-musulmane, comparant le sérieux scientifique d'une telle posture à celui de «nos ancêtres les Gaulois».

On ne saurait négliger ici la possible volonté de se soumettre aux exigences de l'OCI (Organisation de la coopération islamique), qui n'a de cesse «de relever tout ce qui touche à l'image de l'islam et des musulmans dans les programmes et manuels scolaires en Occident et de la rectifier, le cas échéant<sup>1</sup>». Cette organisation internationale, véritable «ONU de l'islam», présente le terrorisme comme une réponse à la

---

Les manuels scolaires, sans doute fidèles aux programmes et aux instructions, donnent de l'islam une vision extrêmement édulcorée, jamais négative

---

---

On ne saurait ignorer le louable souci post-chrétien de ne pas voir, sous prétexte que nous y aurions une poutre, la paille dans l'œil de l'autre

---

1 - Rapport et recommandations de la 2<sup>e</sup> réunion du groupe de travail exécutoire, Le Caire, 17-18 mai 2009.

mauvaise image de l'islam véhiculée en Occident. Une forme de chantage, en somme : si vous ne dites pas plus de bien de nous, «boum !».

On ne saurait non plus ignorer le louable souci post-chrétien de ne pas voir, sous prétexte que nous y aurions une poutre, la paille dans l'œil de l'autre, quand bien même s'il s'agirait d'un tronc d'arbre. Ainsi, selon Éric Conan dans *L'Express* du 4 mai 2006, «Christiane Taubira [a-t-elle] déclaré sans ambages qu'il ne faut pas trop évoquer la traite négrière arabo-musulmane pour que "les jeunes Arabes" ne portent pas sur leur dos tout le poids de l'héritage des méfaits des Arabes"». On va donc s'appesantir sur la traite négrière européenne, comme si cela avait été la seule, et passer sous silence la traite musulmane, qui porta sur deux fois plus de personnes et n'a jamais été officiellement abolie. Outre les Africains, elle a concerné – on n'en fait jamais mention – un million et demi d'européens entre le XVI<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle, seule la colonisation ayant pu y mettre fin. Pas de devoir de mémoire pour ces esclaves-là. Quant à la réforme Vallaud-Belkacem (2015), elle faisait du chapitre de 5<sup>e</sup> sur la naissance de l'islam un chapitre obligatoire, celui sur l'Europe chrétienne au Moyen-Âge devenant, quant à lui, facultatif. Mais il ne s'agit sans doute plus là d'un réflexe post-chrétien.

## La peur de l'accusation d'islamophobie

Et puis, pour expliquer cette autocensure permanente, il ne faut pas négliger la lassitude face à un harcèlement permanent. «On ne lâche rien», ce slogan bien connu peut s'appliquer aux humbles et anonymes défenseurs quotidiens de leur religion, qui obligent l'enseignant à tourner sept fois sa langue dans sa bouche avant d'en parler, comme mon exemple personnel en témoigne. Un jour, fatigué d'en rester au discours «bisounours» du manuel sur la tolérance de l'islam envers les autres religions, j'ai demandé aux élèves de noter le verset du Coran qui appelle à humilier ces dernières : «[9.29] Combattez ceux qui ne croient ni en Allah ni au Jour dernier, qui n'interdisent pas ce qu'Allah et Son messager ont interdit et qui ne professent pas la religion de la vérité, parmi ceux qui ont reçu le Livre, jusqu'à ce qu'ils versent la capitation par leurs propres mains, après s'être humiliés». Dès le lendemain, une élève m'avertit que sa mère souhaitait me voir d'urgence. Je compris tout de suite pourquoi ! La rencontre fut tendue : le visage de cette femme était, sous son voile, déformé par la colère. Elle m'annonça son intention de se plaindre au Rectorat, au Ministère : «Vous avez dit en cours que l'islam humiliait les non-musulmans, à cause vous ma fille s'est posé des questions, et je ne veux pas qu'elle s'en pose» (sic) ! Je lui rétorquai que je m'étais contenté de citer le Coran. «Vous n'avez pas le droit de citer le Coran ! Ou alors il faut auparavant que vous ayez demandé l'avis d'un imam, et même de trois imams, au cas où ils ne seraient pas d'accord entre eux !» Elle me transmit la réponse d'un «docteur de la loi», en fait une étudiante d'un IEP de province (!), qui ne m'éclaira pas beaucoup. Peu après, sa fille m'informa que sa mère «passait des coups de fil» contre moi, sous prétexte que je disais «des choses pas bien sur l'islam». Un ami bien placé au Ministère de l'Intérieur me conseilla d'avertir les RG... qui m'affirmèrent que j'avais bien fait, tant la situation aurait pu «dégénérer très vite». Dans ce contexte, très déstabilisant pour moi (l'ombre de l'affaire Chagnon), la direction de mon établissement brilla par son absence, et je me sentis bien seul : la peur de l'accusation d'islamophobie paralyse tout le monde. Je refusai désormais les classes de 5<sup>e</sup>, pour ne plus avoir à enseigner le chapitre sur l'islam.

Est-ce le rôle de l'Éducation Nationale, dans un pays si fier de sa Laïcité, de céder aux exigences d'une religion ? De faire droit au «roman islamique», tout en rejetant le «roman national» ? Sans doute des dizaines de milliers d'enseignants, et pas seulement en Histoire, ont-ils été sensibles aux propos de Madame Ayala et espèrent-ils pouvoir désormais, sans crainte des sanctions ou même des menaces, remplir leur mission d'exercer l'esprit critique de leurs élèves, pour tenter – si cela est encore possible – d'en faire les citoyens de cette République dont on nous rebat les oreilles.

Jean-François Chemain<sup>2</sup>

Retrouvez cet article sur notre [site](http://srp-presse.fr) (srp-presse.fr)

---

<sup>2</sup> - Ancien enseignant de ZEP, Jean-François Chemain est l'auteur de *Kiffe la France* (2011) et de *Tarek, une chance pour la France ?* (2017).